



Jeunesse et sports : l'UNSA Éducation agit pour les agents

A sa demande, l'UNSA Éducation et ses syndicats ont été reçus mercredi 24 septembre par Marie-Anne LÉVÊQUE, secrétaire générale des MENJ-MESRI au sujet de l'avenir des personnels Jeunesse et Sports. Nous avons demandé que ce sujet soit clarifié et pu porter nos revendications.

L'arbitrage d'une gestion des personnels J&S par le ministère ENJ, obtenu en juin, est confirmé. Cette réforme, que l'UNSA Éducation souhaitait, se fera en deux temps :

Dans un premier temps (courant 2020) les délégations régionales et les délégations départementales J&S vont respectivement venir s'adosser aux rectorats de régions et aux DSDEN. **Nous avons obtenu l'assurance, et c'est un point rassurant, que cette première étape se fera à périmètre constant.** Vie associative et éducation populaire doivent notamment intégrer les délégations régionales et les délégations départementales J&S. La situation des pôles « formation et certification » sera décidée après la restitution du rapport de la mission d'inspection générale diligentée sur le sujet. Nous avons demandé à être auditionnés par cette mission d'inspection générale qui doit bientôt débiter ses travaux. L'UNSA Éducation revendique le maintien dans la sphère JS des pôles formation certification.

Dans un deuxième temps, des synergies entre les champs JS et EN seront à construire, à échéance prévisionnelle du second semestre 2021. Avec un travail à mener notamment sur les formations certifications.

Nous avons porté des revendications qui devraient être retenues sur le dialogue social. L'existence d'un comité technique ministériel spécifique J&S semble être acté.

Enfin, **les personnels J&S seront gérés au sein de la DGRH du MENJ, par un bureau clairement identifié et dédié.**

Si l'UNSA Éducation se félicite de ces avancées, rassurantes pour les personnels concernés, elle n'en demeure pas moins vigilante sur des points qui restent à éclaircir ou à cadrer.

En effet, elle appelle à la plus grande vigilance sur le décompte des effectifs (missions et supports) qui seront à transférer du ministère AS à celui de l'EN. Le danger de voir minorer les effectifs par le ministère AS est réel, sous peine d'alourdir considérablement la charge de travail des personnels du ministère d'accueil et de ne pouvoir permettre l'accomplissement des missions dans des conditions acceptables. La même inquiétude existe pour les agents exerçant des missions Sport JEPVA au niveau déconcentré.

Par ailleurs, il est nécessaire qu'un cadrage national soit effectué dans les meilleurs délais afin que les initiatives malheureuses cessent au niveau préfectoral ou dans les services déconcentrés alors qu'elles ne correspondent pas au cadre politique national.

Concernant le volet sport, il est impératif que l'ensemble des CTS se retrouve dans le Pôle éducatif et sportif Jeunesse et sports, au sein des délégations régionales.

Enfin, nous demandons que la désignation des préfigureurs régionaux et des préfigureurs départementaux se fasse dans la transparence et en s'appuyant sur les compétences métier.

L'UNSA Éducation continue d'accompagner les personnels J&S dans leur légitime demande d'un respect retrouvé de leur identité professionnelle. Elle continuera d'être force de proposition, à travers des échanges réguliers avec les services du MENJ, afin de participer à chaque étape du processus.